



Edito

L'impérieuse nécessité de préserver les terres agricoles cultivables

L'alimentation est le facteur primordial de notre santé, nourrir les Hommes devrait donc être l'objectif premier du développement durable. L'alimentation est par conséquent l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle. En 2050 la population mondiale approchera les 9 milliards d'individus et la population française dépassera les 70 millions d'habitants. Nourrir autant de bouches humaines dans le contexte du dérèglement climatique, de l'érosion de la biodiversité, de la perte de la fertilité des sols et de la diminution des rendements agricoles, est un défi majeur auquel il faut impérativement répondre. S'y ajoute l'urbanisation parfois galopante qui diminue les surfaces cultivables, éloigne les consommateurs des zones de production et de transformation. Sans réponse rapide et pertinente à ces enjeux, ce sont des famines, des déplacements de population et des conflits géopolitiques qui seront au programme des informations quotidiennes.

Notre souveraineté alimentaire est en danger par manque d'une vision holistique de notre système de productions agricoles, de l'écologie et de l'environnement, à cause d'un

détournement de la fonction essentielle des sols : celle de nourrir les humains et les animaux. Utiliser des productions agricoles, par exemple, pour produire de l'énergie par le procédé de méthanisation dans de grosses unités est un non-sens écologique, économique et civilisationnel. De même ne pas réserver pour la production alimentaire les terres des Limagnes qui sont parmi les plus fertiles et les plus productives d'Europe, relève d'un manque de vision claire et pertinente du futur. Evitons à nos petits-enfants à avoir à les débétonner à l'horizon du demi-siècle. De même, arrêtons certaines pratiques agricoles distributrices de pesticides détruisant la biodiversité et stérilisant les sols. Réinventons la polyculture-élevage et mettons l'agroforesterie au menu. C'est notre destin qui est en jeu, y compris dans le Puy de Dôme et en Auvergne.

Décideurs politiques et économiques, agriculteurs : le signal d'alarme est tiré. Il sera bientôt trop tard pour agir. Vous êtes avertis...

Gérard Fonty, Président du GREFFE

La bio : des défricheurs... cultivés !

L'histoire de l'agriculture biologique fait référence aux écosystèmes naturels et à des pratiques agricoles plus en lien avec le vivant. Un premier article aborde, assez schématiquement son histoire, puis la présentation de Corinne Dupasquier donnera quelques informations sur ce qui se passe, aux portes de Clermont Ferrand, à la ferme de Sarliève.

L'Histoire de l'agriculture biologique s'est formalisée à partir de 1930 lorsque les pionniers de ce mode de production agricole refusèrent l'évolution très mécaniste de l'agriculture. Après 1945, l'agriculture française s'industrialise, il lui est demandé de produire plus, bon marché, pour une population qui devient majoritairement citadine, servant de bras à l'industrie, mais aussi pour l'exportation, elle agricole tente de s'affranchir des contraintes du milieu (culture hors sol, élevage en zéro pâturage...) par l'utilisation massive d'intrants (pesticides et fertilisants de synthèse,...), l'accroissement de la motorisation et les améliorations génétiques (hybrides, insémination artificielle...). Le sol est considéré comme un support non comme un milieu vivant.

Cette agriculture conventionnelle nommée "révolution verte" permet de poser le cadre de référence du développement de l'agriculture biologique, pas forcément l'agriculture d'antan ! Le premier scientifique qui a employé le terme "agriculture biologique" est le docteur Delbet. Chirurgien durant la guerre de 14-18, il découvre le pouvoir anti-infectieux du chlorure de magnésium et l'importance du magnésium dans les aliments. En 1934, le Dr Delbet déclare devant l'académie de médecine "aucune activité humaine, pas même la médecine, n'a autant d'importance pour la santé de l'homme, que l'agriculture". Raoul Lemaire* se préoccupait dès 1910 de l'évolution de l'agriculture et avait ouvert la première boulangerie à Paris fabriquant le "pain naturel Lemaire". Il fait connaissance des travaux de Quinton sur les propriétés de l'eau de mer (plasma de Quinton) et ceux du Dr Delbet.

Des médecins, des vétérinaires et des consommateurs

s'inquiètent des effets de l'usage des engrais, des pesticides et des traitements effectués sur les productions alimentaires, les dégâts sont de plus en plus visibles. En 1948, Raoul Lemaire avec André Birre* fondent l'association *l'Homme et le sol* et lancent la *croisade pour l'humus*. En 1950 l'AFRAN (Association Française pour une Alimentation Normale), regroupe des médecins nutritionnistes et homéopathes, dirigée par le docteur Bas et soutenue par André Birre ; elle met en avant les qualités des produits et les valeurs de la société paysanne. Un congrès de vétérinaires, en 1957, sur le thème "*l'explosion des maladies frappant le cheptel, fièvre aphteuse, tuberculose, stérilité*", met en lumière les causes des maladies des animaux : le traitement des sols par la chimie et leur alimentation artificialisée. Les solutions alors préconisées : apporter à la terre des produits et amendements biologiques et aux animaux une alimentation naturelle.

En 1958, André Louis*, Mattéo Tavéra*, André Birre* constituent le GABO (Groupement d'Agriculture Biologique de l'Ouest) qui devient en 1961 l'AFAB (Association Française d'Agriculture Biologique), qui réunit des agronomes préoccupés par la disparition des sols dédiés à l'agriculture.

Raoul Lemaire rencontre en 1963 Jean Boucher* ; c'est la naissance de la "*culture biologique méthode Lemaire-Boucher*" qui préconise l'utilisation d'amendements organiques à base d'algues sous le nom de Calmagol, soutenue par André Louis et Mattéo Tavera. Dans toutes les régions de France, de nombreux agriculteurs assistent aux conférences dispensées pour les convaincre de changer d'orientation.

Même si beaucoup de chercheurs tirant la sonnette d'alarme sont ignorés ou mis à l'index, la presse et le cinéma engagés diffusent des informations sur les méfaits de l'utilisation des produits chimiques de synthèse et leurs conséquences néfastes sur la santé. En 1962, Rachel Carson, biologiste américaine auteure du *Printemps silencieux* informe sur les dangers des produits chimiques de synthèse, le docteur Pesch avec

"Menaces sur notre vie" aborde les conséquences de l'utilisation des antibiotiques dans l'alimentation animale, le documentaire "Alerte à l'Homme" rassemble les témoignages de scientifiques, d'agriculteurs... sur les dégâts causés à l'environnement par l'activité humaine. De tous côtés, c'est un fourmillement de débats mais aussi d'alternatives qui se développe et dérange les orientations de l'agriculture conventionnelle.

Certaines personnes défendant la méthode "Lemaire-Boucher" ne partagent pas la vision commerciale de cette organisation qui vend ses tout en étant en phase avec les critiques faites par les fondateurs de la méthode "Lemaire-Boucher" à l'encontre de l'agriculture officiellement préconisée. Aussi le 15 mars 1964, André Louis, Mattéo Tavera et André Birre ainsi que de nombreuses autres personnes se lancent dans une nouvelle aventure et fondent l'association *Nature et Progrès*, "association européenne d'agriculture et d'hygiène biologique". Ils sont très vite rejoints par Roland Chevriot et Claude Aubert*. Elle regroupe des agriculteurs, des agronomes, des médecins, des consommateurs et voit très vite croître son nombre d'adhérents. Elle se veut indépendante de toute attache commerciale et accueillir tous les adhérents quelles que soient leurs appartenances sociales, religieuses ou politiques. Elle veut s'ouvrir à toutes les méthodes et solutions expérimentales permettant de pratiquer l'agriculture et l'hygiène biologiques. Tous consacrent temps, intelligence et énergie, prodiguant des précieux conseils à cette vision commune de développement de l'agriculture biologique qui s'oppose à un mode de vie

consommériste. Chaque année des congrès regroupent plusieurs centaines de personnes du monde entier, moments intenses de débats, avec des interventions de chercheurs, de spécialistes sur des sujets concernant aussi bien l'agriculture biologique, que les médecines alternatives, ou des questions scientifiques que la science officielle rejette. Des voyages d'étude sont organisés, en France ainsi qu'en Allemagne pour visiter des fermes pratiquant l'agriculture biologique ou biodynamique.

L'association va connaître une tragédie, le 3 mai 1970 André Louis, Mattéo Tavera et sa femme décèdent dans un accident. Roland Chevriot et Claude Aubert prennent les rênes de l'association.

Cependant, il fallait définir et expliquer ce qu'était l'agriculture biologique : Claude Aubert et Antoine Roig* travaillent à en présenter les "bonnes pratiques" en rédigeant en 1972 les premiers cahiers des charges de *Nature et Progrès* et les premières demandes de mention par des agriculteurs arrivent en 1973.

Nature et Progrès est "éveilleur de conscience" et a joué un rôle moteur dans les évolutions de l'agriculture biologique, Claude Aubert en a été un des maîtres à penser pour la France.

Eliane Anglaret, adhérente du GREFFE

* C. Aubert (Ingénieur agronome), A. Birre (fils de paysan beauceron, instituteur puis inspecteur du travail), J. Boucher (Ingénieur horticulteur et biologiste), R. Lemaire (sélectionneur-obtenteur de blé, négociant en grain et meunier), A. Louis (Ingénieur agronome), A. Roig (agriculteur), M. Tavera (Architecte-urbaniste et arboriculteur)

Travaux pratiques : la ferme de Sarliève

La Ferme de Sarliève est une ferme agroécologique et citoyenne située sur la plaine éponyme, au sud de la métropole clermontoise, sur les communes de Cournon-d'Auvergne, Pérignat-les-Sarliève et La Roche-Blanche. Créée fin 2021, sous la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif, SCIC, elle est en conversion à l'agriculture biologique et dispose d'un bail rural de 25 ans (bientôt fermière de Terre de Liens) sur une surface de 80 ha, avec une perspective de développement pour concrétiser ses ambitions. Elle propose de répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire et au défi climatique en changeant la façon de réaliser l'activité agricole. Elle s'inscrit dans un projet de transformation sociale.

Son système de production est basé sur la polyculture-élevage qui valorise les interactions bénéfiques entre cultures, élevage et environnement. La deuxième campagne agricole bat en ce moment son plein. Le paysage commence à évoluer, 2,5 km de haies ont été plantées, dont 400 m de noisetiers. Les immenses parcelles ont été redimensionnées, les grandes cultures se diversifient, elles accueillent un élevage ovin viande. Le troupeau de 100 brebis a pu passer l'hiver sur la plaine dans un tunnel avant de transhumer pour pâturer des coteaux proches. Une pépinière d'arbres champêtres et fruitiers est en cours de développement. Ce printemps, c'est l'atelier maraîchage qui a démarré sur 3,5 ha. La ferme va pouvoir commencer à commercialiser en circuit court, agneaux, légumes, et même un peu de pain grâce à une première expérimentation, prémice à la mise en place en réflexion d'une activité de paysan boulanger.

Les autres activités de la Ferme de Sarliève sont la production de services : sensibilisation, renaturation et essaimage du projet coopératif. S'appuyant sur son travail de renaturation et sur une synergie avec ses associés, la ferme propose des ateliers de sensibilisation pour des groupes de salariés d'entreprises. Sa réflexion sur son modèle social est d'autre part matière à essaimage et contributions à divers plaidoyers (loi d'orientation agricole...), eu égard à cette dimension expérimentale et innovante de son modèle économique et social, la Ferme de Sarliève est d'ores et déjà l'objet de plusieurs programmes de recherches dont un soutenu par l'ANR. L'implication citoyenne s'organise avec l'association le Roseau, lauréate du Budget éco citoyen du conseil départemental du Puy-de-Dôme, ce qui va lui permettre de s'équiper cette année pour mieux accueillir les citoyens, leur permettre de découvrir la plaine, d'agir, et de célébrer.

L'équipe salariée s'est renforcée en conséquence avec le recrutement de deux personnes et compte à présent 5 personnes. Vie d'équipe, vie coopérative, gouvernance se structurent. L'assemblée générale accueille régulièrement de nouveaux associés, AMAPS, Cigales, associations locales, particuliers financeurs... La dernière assemblée générale, le 8 juin a validé l'entrée des premières collectivités territoriales, Clermont Auvergne Métropole, Cournon d'Auvergne et Pérignat-les Sarliève.

*Corinne Dupasquier,
Présidente du directoire de la Ferme de Sarliève, associée,
bénévole*

